



PRÉFÈTE DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction de la stratégie et des moyens

Service du développement territorial

Bureau de l'aménagement durable

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté Préfectoral Complémentaire

Société Pyrénées Services Industries (PSI)

Commune de LANNEMEZAN

La Préfète des Hautes-Pyrénées

Vu le Code de l'Environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article R 512-33 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de la société Pyrénées Services Industries (PSI) à Lannemezan en date du 22 septembre 2009 ;

Vu la demande de rejet d'effluents au milieu naturel formulée par l'exploitant en date du 15 novembre 2013 complétée les 14 janvier 2014, 3 septembre 2014, 14 et 23 octobre 2014, et 3 novembre 2014 ;

Vu le rapport d'analyse en date du 23/04/14 du laboratoire agréé EUROFINS portant sur un échantillon prélevé sur l'effluent objet de la demande ;

Considérant l'acceptabilité par le milieu naturel des effluents qu'il est prévu de rejeter ;

Considérant le caractère non substantiel de la modification envisagée ;

Considérant la compatibilité de la demande avec le SDAGE Adour - Garonne ;

Vu l'avis et les propositions en date du 4 novembre 2014 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du CoDERST lors de sa séance du 13 novembre 2014 ;

Vu les observations de l'exploitant, par voie informatique, du 24 novembre 2014 sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance le 18 novembre 2014 ;

Le pétitionnaire entendu

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRETE

Article 1 – Rejet des eaux au milieu naturel - Rejets autorisés

Les dispositions de l'article 2.4.5.4 de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2009 sont complétées par les dispositions suivantes.

L'exploitant est autorisé à rejeter directement au milieu naturel (Baïse Darré) les effluents issus de ses installations de traitement sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté. La mise en place de trois bassins de stockage (un bassin de 600 m³ et 2 bassins de 300 m³) telle que prévue dans le dossier est également autorisée. Un bassin de 600 m³ est dédié au stockage des effluents traités avant rejet au milieu naturel dans le cadre prévu par le présent arrêté, les 2 bassins de 300 m³ permettent le stockage des eaux traitées en attente d'injection à la STEP de Lannemezan et un stockage « secours » en cas de volumes importants à gérer.

Article 2 – Prescriptions applicables à ce rejet

Ces rejets s'effectuent de manière discontinue dans le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2009 complétées par les dispositions suivantes.

Article 2.1 – Acceptabilité des déchets

Pour les effluents que l'exploitant destine à un rejet au milieu naturel, les dispositions de l'article 3.3.5 de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2009 sont complétées par les dispositions suivantes :

Une vérification préalable de l'absence de toute autre substance dangereuse que celles figurant à l'article 2.5 du présent arrêté est réalisée pour tout effluent (procédure d'acceptation). La vérification s'effectue sur un échantillon après traitement en laboratoire ; la dilution et/ou le mélange d'effluents est strictement interdit. Le contrôle est basé sur la ou les listes combinées de substances dangereuses pour le secteur d'activité producteur de l'effluent au sens de la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la recherche de substances dangereuses dans l'eau. La présence de toute autre substance dangereuse que celles figurant à l'article 2.5 du présent arrêté interdit le rejet au milieu naturel sauf à ce que la concentration soit inférieure à 10 fois la NQE (norme de qualité environnementale). Au-delà, l'accord préalable de l'inspection des installations classées est nécessaire.

L'exploitant tient à la disposition de l'exploitant les éléments justifiant la réalisation de ces analyses.

Article 2.2 – Localisation du point de rejet

Le point de rejet au milieu naturel présente les caractéristiques suivantes :

Nature des effluents	Effluents issus de la station de traitement
Débit maximum horaire (m ³ /h)	14 m ³ /h (25 m ³ /h si volume d'effluents RIO TINTO à traiter supérieur à 200 m ³ /j)
Exutoire du rejet	Milieu naturel : Baïse Darré

Article 2.3 – Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

2.3.1 Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu entre le site PSI et la rivière et aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En particulier, compte-tenu des dénivelés entre le site PSI et la rivière, une protection anti-érosion est mise en place sur la totalité du linéaire, de l'exutoire en sortie du site au point de rejet dans la rivière. Un système brise charge est également mis en place pour limiter les remous en bas de pente. Ces aménagements sont réalisés dans les meilleurs délais, et au plus tard dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

2.3.2 Aménagement d'un point de prélèvements

Sur l'ouvrage de rejet des effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur ; pour ce faire, un point de prélèvement accessible est aménagé à l'extérieur du périmètre clôturé du site.

2.3.3 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 2.4 Caractéristiques générales du rejet

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C maxi sans augmentation de température du milieu récepteur supérieure à 1°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Article 2.5 Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Débit de référence	Maximal : 14 m ³ /h 25 m ³ /h si la quantité d'effluents RIO TINTO à traiter est supérieure à 200 m ³ /jour		
Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) – débit 14 m ³ /h	Flux maximal journalier (kg/j) – débit 25 m ³ /h
DCO	120	40,32	72
DBO5	20	6,72	12
ammonium	2	0,67	1,2
Fluor et ses composés	15	5,04	9
Hydrocarbures totaux	5	1,68	3
Azote global	30	10,08	18
Phosphore total	2	0,67	1,2
Fe+Al	5	1,68	3
MEST	100	33,60	60
Mn	1	0,34	0,6
Tributylphosphate	0,002	6,72.10 ⁻⁴	1,2.10 ⁻³
As	0,05	1,68.10 ⁻²	0,03
Cd	0,1	3,36.10 ⁻²	0,06
Cu	0,3	0,1008	0,18
Cr tot	0,5	0,17	0,3
Sn	0,5	0,17	0,3
Ni	0,4	0,13	0,24
Pb	0,3	0,1008	0,18
Zn	1	3,36.10 ⁻²	0,6
Hg	0,02	6,72.10 ⁻³	0,012
Cyanures	0,03	0,01	0,018
PCB	0,0035	1,18.10 ⁻³	2,1.10 ⁻³

Article 2.6 – Conditions pluviométriques particulières

Le débit maximal autorisé de rejet au milieu naturel est porté à 25 m³/h en cas d'important épisode pluvieux, entraînant une quantité d'effluents « RIO TINTO » à traiter supérieure à 200 m³/jour.

Dans ce cadre, seuls les effluents « RIO TINTO » traités peuvent être rejetés au milieu naturel. L'exploitant anticipe tout fort épisode pluvieux en procédant à la vidange du bassin dans le respect des prescriptions du présent arrêté, et en cessant le traitement d'effluents autres que ceux de RIO TINTO.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées à chaque augmentation du débit de rejet au-delà de 14 m³/h, en justifiant des volumes journaliers d'effluents « RIO TINTO » entrants.

Article 2.7 – Surveillance des émissions

L'exploitant met en place un programme de surveillance du rejet au milieu naturel qui comprend à minima :

Paramètres	Mesure préalable au rejet	Mesures au point de rejet	Mesures comparatives
Débit	/	continu	semestriellement
Température pH DCO Ammonium Fluor et ses composés Hydrocarbures totaux Azote global Fe+Al MEST As, Cd, Cu, Cr tot, Sn, Ni, Pb, Zn	prélèvement ponctuel dans le bassin et analyse avant chaque rejet	prélèvement sur 24h à chaque rejet	semestriellement
DBO ₅ , P total, Hg, Cyanures, PCB, Mn	/	prélèvement sur 24h à chaque rejet	semestriellement
Tributylphosphate	/	1 fois par trimestre	/

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées selon la fréquence figurant dans le tableau ci-dessus sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

L'exploitant procède également à la surveillance de la qualité du milieu naturel en amont et en aval du site. Pour cela, il procède à la détermination de l'indice biologique diatomées. Cette surveillance doit porter sur une période au moins égale à trois ans à compter de la notification du présent arrêté. La fréquence, les dates et la localisation de ces contrôles sont soumis à l'accord des services de la DDT et de l'inspection des installations classées. Le premier contrôle doit intervenir durant l'année suivant la notification du présent arrêté.

Par ailleurs, l'exploitant réalise annuellement une analyse de sédiments en amont et en aval du point de rejet portant sur les hydrocarbures, le fluor, et les métaux toxiques (As, Cd, Cu, Cr tot, Sn, Ni, Pb, Zn).

Article 2.8 – Suivi, interprétation et diffusion des résultats

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les résultats de ces analyses ainsi que ceux des mesures comparatives sont transmises à l'inspection des installations classées, accompagnées de tous les éléments d'interprétation ainsi que les mesures prises ou envisagées, le cas échéant.

Article 3 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le Titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

Article 4 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Délais et voies de recours

La présente décision pourra être déférée au Tribunal Administratif de PAU. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Le délai de recours est de un an pour les tiers à compter de la publication et de l'affichage de cet arrêté.

Article 6 : Mesures de publicité

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie de cet arrêté sera déposée à la mairie de LANNMEZAN et à la préfecture des Hautes-Pyrénées – bureau de l'aménagement durable – et pourra y être consultée par les personnes intéressées, pendant une durée minimale d'un an (aux heures d'ouverture des bureaux), ainsi que sur le site internet des services de l'Etat, à l'adresse suivante <http://www.hautes-pyrenees.gouv.fr>.

En outre, un avis et une copie de l'arrêté seront affichés à la mairie de LANNEMEZAN, pendant une durée minimale d'un mois dans les lieux habituels d'affichage municipal.

Cet avis sera également affiché à la Préfecture des Hautes-Pyrénées, aux lieux habituels de l'affichage au public, durant la période précitée.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire concerné et du Préfet des Hautes-Pyrénées.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 7 : Exécution et notification

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Maire de LANNEMEZAN,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ,
les inspecteurs sous son autorité,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée :

- pour notification, à la :
Société Pyrénées Services Industries (PSI) à Lannemezan.
- Pour information, au
Sous-Préfet de Bagnères de Bigorre

A Tarbes, le 2 décembre 2014

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général



Alain CHARRIER

